



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8573^e séance

Lundi 15 juillet 2019, à 10 h 5

New York

Président : M. Meza-Cuadra. (Pérou)

Membres :

Afrique du Sud	M. Davies
Allemagne	M. Glossner
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Yao Shaojun
Côte d'Ivoire	M. Moriko
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Norman-Chalet
Fédération de Russie	M. Kuzmin
France	M ^{me} Charrier
Guinée équatoriale	M. Esono Mbengono
Indonésie	M. Djani
Koweït	M. Alotaibi
Pologne	M. Lewicki
République dominicaine	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Dickson

Ordre du jour

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Lettre datée du 17 mai 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Conseiller spécial et Chef de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (S/2019/407)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Lettre datée du 17 mai 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Conseiller spécial et Chef de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (S/2019/407)

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Iraq à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Karim Asad Ahmad Khan, Conseiller spécial et Chef de l'Équipe d'enquêteurs créée par la résolution 2379 (2017) du Conseil de sécurité, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/407, qui contient une lettre datée du 17 mai 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Conseiller spécial et Chef de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes.

Je donne maintenant la parole à M. Khan.

M. Khan (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par féliciter le Pérou pour son accession à la présidence du Conseil pour ce mois.

J'ai l'honneur de présenter au Conseil le deuxième rapport de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (voir S/2019/407).

Dès le début de nos travaux en Iraq, nous avons veillé à ce que les expériences et les voix des survivants, des témoins et des communautés soient placées au cœur de notre action. Ces survivants sont issus de toutes les communautés irakiennes, qui ont été affectées, d'une manière ou d'une autre, par les crimes commis par Daech, et dont le message a été clair et cohérent. Leur demande est simple, mais elle touche au cœur de notre

mandat : l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) doit être tenu responsable de ses crimes.

De Mossoul à Tikrit, d'Erbil à Dahouk et Sinjar, et ailleurs en Iraq, les victimes ont fait à notre équipe un récit poignant des massacres, de la décimation de familles entières et de l'enlèvement de femmes et d'enfants comme esclaves. Le courage dont ces personnes ont fait preuve en se manifestant et en nous faisant part de leurs expériences avec Daech témoigne, de manière très concrète, de leur attachement à la justice, de leur héroïsme et de la nécessité urgente pour nous, l'Équipe d'enquêteurs, de travailler ensemble si nous voulons réaliser les espoirs, aspirations et promesses que le Conseil a exprimés en septembre 2017 dans sa résolution 2379 (2017).

Lorsque je me suis entretenu avec ces communautés de victimes représentant les diverses composantes de la société irakienne, je me suis rendu compte qu'elles cherchaient à obtenir justice, et non à se venger ou à engager des représailles, ce qui est, selon moi, très surprenant. Elles cherchent à obtenir justice, non pas de manière abstraite, ni sur la base de ouï-dire ou de ragots, mais plutôt sur la base d'éléments de preuve solides et appropriées qui peuvent être présentés devant un tribunal et contestés afin que des juges indépendants et impartiaux puissent prendre des décisions qui résistent à l'épreuve du temps. Nous devons avant tout saluer la résilience et le courage dont font preuve les Irakiens de toutes les communautés. Ce n'est que par des procès équitables que l'idéologie corrompue et perverse de Daech, ainsi que ses pratiques les moins islamiques, peuvent être pleinement et complètement dénoncées, et ce de manière définitive.

Au cours des six derniers mois, nous nous sommes efforcés d'exploiter au mieux nos ressources et l'unité d'action que nous avons observée en Iraq et au Conseil. J'ai le plaisir d'annoncer que depuis mon dernier exposé au Conseil (voir S/PV.8412), des progrès considérables ont été accomplis. Nous recevons désormais des éléments de preuve, des informations et des déclarations de témoins sous différentes formes – numérique, électronique et documentaire –, conformément à la stratégie d'enquête que j'ai présentée en détail dans mon précédent rapport (voir S/2018/1031).

Notre équipe s'agrandit rapidement. Au début de l'année, nous comptions 10 membres, tandis qu'aujourd'hui, nous avons 79 membres appartenant à toutes les régions géographiques de l'ONU. Conformément à la politique du Secrétaire général sur la parité des sexes, je

suis extrêmement heureux d'annoncer que plus de 55 % des membres de l'Équipe sont des femmes, et que plus de 50 % des hauts responsables sont également des femmes.

En mai, j'ai eu la grande satisfaction d'annoncer, en compagnie de S. E. le Premier Ministre iraquien, la nomination de M^{me} Salama Hasson al-Khafaji. Elle est assise juste derrière moi. Je saisis cette occasion pour féliciter publiquement, dans cette salle, M^{me} Salama Hasson al-Khafaji pour son extraordinaire dévouement à l'état de droit et à la justice. Son expérience, ses sages conseils et ses efforts sincères pour garantir l'établissement des responsabilités ont déjà beaucoup contribué au travail de l'Équipe. Sa nomination illustre de manière très claire et objective l'appui du Gouvernement iraquien et comment, en tirant parti des qualités, des capacités et de l'expérience du peuple iraquien, nous pouvons compléter les capacités d'enquête iraqiennes et peut-être aussi, je l'espère, fournir des éléments de preuve aux systèmes judiciaires d'autres États Membres.

En avril, nous avons eu la chance de quitter l'hôtel où nous étions basés et les locaux techniques que nous occupions à l'intérieur du complexe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI). Nous disposons désormais de nos propres installations dans lesquelles nous pouvons stocker en toute sécurité notre matériel et les preuves matérielles que nous recueillons. Fait tout aussi important, nous avons maintenant des installations de visioconférence qui nous permettent d'utiliser nos bureaux pour retransmettre des témoignages non seulement dans les tribunaux irakiens, mais également, de manière plus immédiate, dans les tribunaux d'autres États Membres.

Je tiens à remercier la MANUI et la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Iraq de leur appui constant alors que nous sommes en train de passer du statut d'entité en phase de démarrage à la phase opérationnelle de nos travaux. Depuis le début, nous nous efforçons de donner corps au mandat énoncé dans la résolution 2379 (2017), et nous avons initialement mis l'accent sur trois domaines principaux : premièrement, les attaques commises contre la communauté yézidie dans la région de Sinjar; deuxièmement, les crimes commis à Mossoul, qui comme je l'ai dit à de nombreuses reprises est à maints égards un microcosme des crimes commis par Daech, puisqu'on y constate des crimes contre les minorités religieuses, les femmes et les enfants, des crimes d'esclavage sexuel et des actes de violence sexuelle et fondée sur le genre; et troisièmement, le terrible massacre perpétré à l'école

de l'air de Tikrit en juin 2014. L'Équipe est en train de constituer des dossiers de preuve concernant un grand éventail d'autres crimes. C'est important parce que toutes les communautés, comme je l'ai souligné au début de mon propos, ont été la cible de Daech. Aucune préférence ni pitié n'a été accordée, que les victimes soient chrétiennes ou yézidiennes, chiites ou sunnites, kaka'i ou turkmènes ou shabak. Toutes ces communautés ont terriblement souffert aux mains de cet état on ne peut moins islamique.

Nous avons cherché, dans la conduite des travaux de l'Équipe, à nous appuyer sur son statut indépendant et impartial pour établir une coopération avec tous les acteurs – qu'ils soient internationaux, régionaux ou locaux – afin de pouvoir collecter autant de preuves matérielles que possible conformément aux normes internationales. Cette approche inclusive et collaborative se reflète dans la campagne de collecte d'éléments de preuve que nous avons lancée il y a quelques semaines seulement. Rien que ces 10 derniers jours, une de nos équipes s'est rendue dans le village de Kojo, dans le district de Sinjar, pour recueillir des éléments de preuve ou aider les autorités irakiennes à collecter des éléments de preuve et leur fournir des directives concernant les exigences relatives aux normes internationales afin de multiplier nos chances de fournir des éléments de preuve aux tribunaux nationaux conformément aux exigences légales.

Dans le nord de l'Iraq, nous avons interrogé des yézidis, des turkmènes chiites, des chrétiens et des arabes sunnites. Il est très encourageant que nous ayons déjà pu recueillir des éléments de preuve extrêmement importants auprès de personnes et de témoins qui n'avaient jusqu'à présent parlé à aucune équipe d'investigation ni aucune organisation non gouvernementale (ONG). En outre, nous avons reçu 600 000 vidéos au cours des deux dernières semaines, qui sont très pertinentes pour nos enquêtes, ainsi que plus de 15 000 pages de documents de l'EIIL établis par ses membres, qui ont été retrouvés sur le champ de bataille par des journalistes d'investigation.

J'ai déclaré à de nombreuses reprises que la collecte de preuves en soi ne saurait représenter la culmination de nos travaux. Ce n'est pas une fin en soi, et il convient de le souligner. L'Équipe ne peut se contenter de constituer des archives d'éléments présentant un intérêt, aussi importante que soit cette tâche. Pour nous acquitter pleinement de notre mandat, nous devons veiller à ce que nos travaux contribuent de

manière tangible aux efforts nationaux d'établissement des responsabilités. En reconnaissance de cet impératif, l'Équipe d'enquête a déjà eu des discussions approfondies au cours des derniers mois afin d'identifier, de mettre en place et de renforcer de possibles mécanismes par lesquels les éléments de preuve recueillis par l'Équipe pourront être utilisés dans les procédures internes d'une manière qui soit conforme au mandat de l'Équipe.

Il me plaît également d'informer le Conseil qu'un certain nombre d'autres États Membres nous ont déjà – à ce stade précoce, six ou sept mois après notre déploiement en Iraq en début d'année – contactés à propos de procédures en cours au sein de leurs juridictions nationales. Sur la base de nos consultations avec les autorités nationales concernées, j'espère qu'au cours des deux prochaines semaines nous serons en mesure de fournir un appui tangible dans le cadre d'au moins une affaire en cours devant une juridiction nationale d'un État Membre, ce qui marquerait une étape importante dans la jeune existence de l'Équipe.

Notre coopération et notre collaboration avec les autorités et le Gouvernement irakiens restent essentielles pour nous permettre d'accomplir notre mandat. Je saisis cette occasion pour remercier le Président, le Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères irakiens, le Président du Conseil supérieur de la magistrature, mais aussi le Représentant permanent de l'Iraq auprès de l'ONU, qui est présent aujourd'hui, de leur appui, à moi et à l'Équipe. En outre, l'appui que nous avons reçu du Gouvernement de la Région du Kurdistan s'est avéré sans faille et extrêmement important, et je remercie le Président, le Premier Ministre et le Vice-Premier Ministre de ce gouvernement de l'aide qu'ils ont fournie durant les étapes initiales des travaux de l'Équipe.

Notre collaboration opérationnelle efficace avec les autorités irakiennes et locales, conformément au mandat, est à mon humble avis une des plus grandes réussites de l'Équipe durant ces phases initiales. Entre autres preuves tangibles de cette coopération, on peut citer par exemple la collecte de preuves scientifiques dans les charniers, conformément aux normes internationales, et la transmission d'éléments de preuve et de dossiers par les autorités nationales et locales à l'Équipe d'enquête pour veiller à ce que nos travaux puissent compléter les procédures internes en cours. Cela a aussi facilité la visite que j'ai effectuée dans plusieurs centres de détention en Iraq, au cours des quelques jours qui ont précédé ma participation à la présente séance. Je suis profondément reconnaissant de l'appui indéfectible

que fournissent les organismes nationaux chargés de la sécurité ainsi que le Centre national des opérations, qui nous permet d'effectuer notre travail d'enquête de façon agile et mobile sur le terrain en Iraq. Bref, j'estime que le Gouvernement irakien a jusqu'à présent entretenu une coopération exemplaire avec l'Équipe.

Bien que des progrès considérables ont été accomplis au cours des six derniers mois, je tiens à souligner que la capacité de l'Équipe de s'acquitter de son mandat demeure tributaire de l'appui unanime et continu du Conseil et de la communauté internationale en général.

À cet égard, nous avons été grandement aidés par les contributions très généreuses des États Membres au fonds d'affectation spéciale. Nous avons utilisé ces fonds à de très bonnes fins. Ils nous ont permis de procéder à des exhumations sur le terrain et d'acquérir des technologies de pointe telles que des dispositifs d'analyse de l'ADN, des drones et des scanners tridimensionnels. Ils ont servi à recruter du personnel d'accompagnement psychologique et psychosocial des victimes. Je tiens à remercier une fois encore les États Membres que j'ai particulièrement mis en évidence dans le rapport écrit que j'ai présenté au Conseil. Par ailleurs, il me plaît d'annoncer que, la semaine dernière, les Émirats arabes unis se sont engagés à verser une autre contribution généreuse et que le Gouvernement qatarien prévoit de financer et d'appuyer une conférence internationale à Doha à la fin de l'année.

Outre l'aide financière versée au fonds d'affectation spéciale, nous avons cruellement besoin de personnel fourni à titre gracieux. Je voudrais applaudir et remercier l'Allemagne, l'Arabie saoudite, la Suède et la Turquie pour leurs contributions très généreuses à l'Équipe d'enquêteurs, des contributions qui ont répondu à un besoin. Ces trois dernières - l'Arabie saoudite, la Suède et la Turquie - ont promis et ont pris l'engagement de fournir du personnel à titre gracieux, notamment dans le domaine de la criminalistique. Ces contributions sont essentielles pour renforcer encore notre capacité de mener des travaux d'enquête efficaces, mais également pour renforcer le message qui est que le Conseil et la communauté internationale restent *ad idem* et unis, et que l'impératif de justice n'est pas simplement une incantation, mais que le Conseil et la communauté internationale sont déterminés à faire en sorte qu'il se concrétise grâce à des enquêtes appropriées, mais également grâce à des procès équitables qui résisteront à l'épreuve du temps.

Grâce à notre action en Iraq à ce jour, à nos échanges avec les victimes, à notre coopération avec les acteurs nationaux et régionaux et à notre dialogue avec les organismes et les chefs religieux, deux vérités fondamentales sont apparues.

Premièrement, malgré l'ampleur des crimes commis par Daech contre des civils innocents, la dépravation et la barbarie de ces crimes, Daech n'a pas réussi à diviser le peuple iraquien. Au contraire, les écarts qui existaient ont été réduits et une grande unité a été créée, unité qui, si elle est judicieusement exploitée, peut être très importante, pour l'avenir de l'Iraq, mais aussi pour l'exécution continue du mandat de l'Équipe d'enquêteurs. L'appel de tous les Iraquiens en faveur de la justice est résolu et clair. Le courage et la force dont nous avons été témoins parmi les différents groupes religieux et politiques provenant de l'ensemble du spectre politique et de toutes les régions d'Iraq, et surtout, le courage inouï des personnes rescapées qui se manifestent pour raconter ce qui leur est arrivé, ce qu'elles ont vu et ce qu'elles ont connu, ont démontré avec beaucoup d'éloquence l'incapacité lamentable de Daech de semer durablement la division sur le territoire iraquien; Daech n'est pas non plus parvenu à intimider le peuple iraquien pour le réduire au silence. Chaque fois qu'un témoin se tourne vers l'Équipe d'enquêteurs pour livrer un témoignage, il s'agit d'une riposte très éloquente et très puissante à Daech.

Deuxièmement, nous avons compris qu'à terme, le succès de nos travaux dépendra de notre capacité de tirer profit de notre statut d'entité indépendante et impartiale pour exploiter cette unité de vues et pour faire de nos travaux le produit d'un effort collectif entre le Conseil et le peuple iraquien, entre les autorités nationales et les acteurs locaux et entre les organisations non gouvernementales et les universités. L'humanité tout entière - tous ces groupes - doit se rassembler et son potentiel être mis à profit. Nous espérons avoir alors une occasion d'exécuter notre mandat et de garantir la justice, non pas de façon abstraite, mais au moyen d'éléments de preuve recueillis par l'Équipe d'enquêteurs, qui peuvent servir de base à des procès indépendants et impartiaux. Ce n'est qu'en réussissant sur les deux fronts que l'objectif de l'Équipe d'enquêteurs sera pleinement atteint.

Je vous remercie, Monsieur le Président, de m'avoir donné l'occasion de présenter le deuxième rapport sur les activités de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Khan de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M^{me} Dickson (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Conseiller spécial Karim Khan d'avoir fait le point de façon instructive sur les récents progrès réalisés par l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes. Je voudrais également saisir cette occasion pour reconnaître et saluer la nomination récente de son adjointe iraquienne, M^{me} al-Khafaji. Le Royaume-Uni leur est reconnaissant, ainsi qu'à leur équipe, pour l'excellent travail qu'ils ont accompli jusqu'à présent. Le Royaume-Uni souligne qu'il importe de recruter d'autres membres irakiens de l'Équipe dès que possible. Ce recrutement, ainsi que les possibilités de formation et de perfectionnement, constitueront un héritage important pour l'Iraq en matière de renforcement des capacités et de partage des compétences.

Nous nous félicitons de la collaboration solide et positive de l'Équipe avec Gouvernement iraquien, tant à Bagdad qu'ici à New York. Nous sommes reconnaissants au Gouvernement iraquien pour son attachement et son appui constants à l'action de l'Équipe d'enquêteurs. Ce message d'engagement a été transmis avec force au Conseil lors de sa récente visite à Bagdad par les plus hauts niveaux du Gouvernement iraquien. Nous nous félicitons également de la poursuite de la collaboration entre le Gouvernement iraquien, le Gouvernement de la Région du Kurdistan et l'Équipe pour convenir des modalités de coopération. Nous encourageons l'Équipe, au cours de la prochaine période à l'examen, à renforcer et à privilégier sa collaboration avec le Gouvernement iraquien, pour que les preuves qu'elle recueillera puissent être utilisées le plus largement possible dans les procédures internes en Iraq, permettant notamment de poursuivre les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de crimes de génocide en droit interne. Cela constituerait un progrès remarquable dans la promotion de la responsabilisation au profit des personnes rescapées et des familles des victimes de Daech. Il sera essentiel de maintenir et de renforcer cette coopération étroite avec le Gouvernement iraquien, la communauté internationale, les organisations non gouvernementales et le peuple iraquien au cours des prochains mois.

Moins de 12 mois après que l'Équipe d'enquêteurs a reçu son premier budget, elle a fait des progrès remarquables. Au cours des six derniers mois, elle a établi un nouveau siège officiel, élaboré une stratégie d'enquête et mené des fouilles à Sinjar, tout en réalisant d'importants progrès dans la mise en place des systèmes nécessaires pour s'assurer que les éléments de preuve soient conservés dans un environnement sécurisé. Nous nous félicitons de ces progrès et espérons que le système de stockage numérique sera pleinement opérationnel d'ici notre prochaine séance. Nous attendons également avec impatience les fouilles prévues à Mossoul et la mise en service prochaine des autres unités sur le terrain.

La récente visite du Conseil nous a également rappelé à tous avec force la longueur du chemin que le Gouvernement iraquien doit parcourir dans sa transition vers un environnement post-conflit. La réconciliation, la reconstruction et le respect du principe de responsabilité pour toutes les personnes rescapées de la violence de Daech sont essentiels. L'énormité de la tâche qui attend l'Équipe d'enquêteurs, qui doit rassembler de nouvelles preuves, est également évidente. La collecte de preuves scientifiques, matérielles et biologiques dans les charniers en Iraq est une première étape essentielle pour permettre aux familles des victimes de tourner la page. Nous exhortons l'Équipe à rester concentrée sur cette tâche importante et à partager davantage de détails sur sa stratégie d'enquête à mesure qu'elle se développe, ainsi que sur toute difficulté à laquelle elle pourrait être confrontée.

Le Royaume-Uni reconnaît également l'action immense que l'Équipe a menée jusqu'à présent pour recueillir des témoignages. Nous exhortons tous les organes des Nations Unies en Iraq à travailler en collaboration afin d'éviter les redondances et d'atténuer le risque potentiel de retraumatiser les victimes. À cet égard, nous engageons la Mission d'assistance des Nations Unies en Iraq, l'Équipe d'enquêteurs et l'équipe d'experts des Nations Unies en l'Iraq à œuvrer de concert pour coordonner leurs efforts et échanger leurs meilleures pratiques et leurs compétences techniques.

En novembre 2019, le Royaume-Uni organisera une conférence sur la prévention de la violence sexuelle, intitulée « Time for justice : putting survivors first » (Que justice soit rendue : priorité aux survivants). Nous espérons que tous les membres du Conseil y enverront de hauts responsables gouvernementaux afin de montrer leur détermination à prévenir la violence sexuelle en période de conflit, à demander des comptes aux auteurs

de ces crimes, et à venir en aide aux survivant(e)s, à leurs enfants et à leurs proches.

En adoptant à l'unanimité la résolution 2279 (2017) en septembre 2017, le Conseil a démontré qu'il appuyait pleinement les efforts visant à amener Daech à répondre de ses crimes. Depuis la création de l'Équipe d'enquêteurs, quand Nadia Murad a pris la parole au Conseil (voir S/PV.8052), les survivant(e)s et les victimes ont été au cœur de ses efforts. Nous saluons l'approche adoptée par l'Équipe d'enquêteurs, qui souligne qu'il n'y a pas de hiérarchisation des victimes et qui reconnaît que tous les Iraquiens ont souffert aux mains de Daech. Le travail des enquêteurs sera important s'agissant d'aider le Gouvernement iraquien dans ses efforts visant à réaliser la réconciliation nationale.

Le Royaume-Uni est fier d'appuyer le travail important de l'Équipe d'enquête, et j'ai le plaisir d'annoncer aujourd'hui une contribution supplémentaire d'un million de livres pour financer l'Équipe d'enquêteurs, portant ainsi à 2 millions de livres la contribution versée à ce jour par le Royaume-Uni. Nous nous félicitons du nombre croissant d'États Membres qui ont promis d'aider l'Équipe d'enquêteurs, et nous encourageons d'autres pays à envisager de fournir un appui financier et en nature pour que l'Équipe puisse poursuivre et accélérer son précieux travail.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer le plein appui du Royaume-Uni aux efforts que déploie le Conseiller spécial et son équipe. Nous attendons avec intérêt de voir le mandat de l'Équipe d'enquêteurs reconduit à l'unanimité en septembre.

M^{me} Norman-Chalet (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Conseiller spécial Khan d'être présent parmi nous en personne aujourd'hui au Conseil, ainsi que de son exposé détaillé et sérieux.

Le sort des minorités ethniques et religieuses importe crucialement pour les États-Unis. Nous ne faiblirons pas s'agissant d'amener l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) à répondre des atrocités qu'il a commises contre tous les Iraquiens. Les États-Unis restent un défenseur fervent et acharné du mandat de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, qui consiste à recueillir, stocker et préserver les éléments de preuve sur les atrocités commises par Daech, qui peuvent constituer des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou des crimes de génocide.

Nous nous réjouissons que le Conseil de sécurité ait réitéré son appui unanime au mandat de l'Équipe d'enquêteurs durant la toute première visite effectuée par le Conseiller Iraq le mois dernier, lors de laquelle les membres ont pu s'entretenir avec le Conseiller spécial Khan et son équipe. Les États-Unis se félicitent que l'Équipe d'enquêteurs ait rapidement entamé ses activités cruciales sur le terrain en Iraq au cours de l'année dernière, ainsi que des détails que M. Khan nous a communiqués ce matin. La nomination récente d'experts irakiens au sein de l'Équipe d'enquêteurs, travaillant aux côtés d'experts internationaux, est essentielle pour le succès de l'Équipe d'enquêteurs, comme démontré par la nomination de M^{me} Salama Hasson al-Khafaji en tant qu'adjointe du Conseiller spécial; elles'est jointe à nous aujourd'hui, et nous lui souhaitons la bienvenue.

Les États-Unis ont versé 2 millions de dollars en appui à la première excavation de charniers à Sinjar, au début de l'année. L'accès de l'Équipe d'enquêteurs à ces sites est essentiel aux fins d'une collecte professionnelle et impartiale d'éléments de preuve sur les atrocités inimaginables infligées aux yézidis par l'EIIL. Nous remercions les États Membres qui se sont aussi proposés de contribuer aux opérations de l'Équipe d'enquêteurs au moyen d'un financement et d'autres formes d'appui, notamment le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Qatar, les Pays-Bas, les Émirats arabes unis, la Suède, la Turquie et l'Arabie saoudite, et nous demandons aux États Membres d'aider rapidement l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies à collecter des éléments de preuve critiques avant qu'il ne soit trop tard.

Bien entendu, l'argent ne garantit pas à lui seul une collecte efficace des éléments de preuve. Nous nous félicitons de l'engagement du Gouvernement irakien de travailler étroitement avec l'Équipe d'enquêteurs. Une telle coopération étroite entre l'Équipe d'enquêteurs et le Gouvernement irakien est essentielle pour le succès de l'Équipe, comme démontré par les rencontres fréquentes que le Conseiller spécial Khan a eues au cours de l'année dernière avec les responsables politiques, les chefs religieux et les représentants de la société civile.

Nous appelons le Gouvernement irakien à continuer à permettre à l'Équipe d'enquêteurs d'opérer efficacement. L'indépendance et l'impartialité sont essentielles pour que l'Équipe continue d'être crédible. Aucun segment de la société irakienne n'a échappé à la terreur de l'EIIL, et il est important de faire un récit équilibré et exact des événements. Cela donnera voix au chapitre à tous les Irakiens, notamment aux membres

des groupes religieux et ethniques irakiens auxquels ont été infligés d'indicibles atrocités.

L'Iraq a besoin de responsabilisation et de réconciliation pour commencer à se relever du traumatisme infligé par l'EIIL aux Irakiens. Ces dernières semaines, l'Équipe d'enquêteurs a commencé à s'acquitter de la tâche difficile consistant à collecter les éléments de preuve à Mossoul, un ancien bastion de l'EIIL. Le travail qu'y effectue l'Équipe d'enquêteurs fera clairement comprendre à tous les Irakiens, y compris à la communauté sunnite, que la communauté internationale n'a pas oublié les atrocités qu'ils ont subies.

Il est particulièrement important pour l'Iraq de travailler sur la base d'un processus basé sur la loi pour amener les auteurs de crimes et les collaborateurs de l'EIIL à répondre de leurs actes. L'Équipe d'enquêteurs joue un rôle crucial à cet égard, notamment en s'assurant que les exhumations et la collecte d'éléments de preuve sont menées conformément aux règles internationales.

Nous remercions toute l'Équipe d'enquêteurs de chercher à faire en sorte que la justice ne soit jamais hors de portée pour les actes haineux que l'EIIL a commis.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, nous voudrions joindre notre voix à celles de ceux qui nous ont précédé pour remercier le Conseiller spécial du Secrétaire général et Chef de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, M. Karim Asad Ahmad Khan, de sa présentation détaillée. Nous voudrions aussi féliciter M^{me} Salama Hasson al-Khafaji de sa nomination en tant qu'adjointe du Conseiller spécial et saluer sa présence parmi nous au Conseil aujourd'hui.

Nous nous souvenons par la même de notre rencontre avec le Conseiller spécial lors de la visite effectuée par les membres du Conseil à Bagdad, laquelle a atteint l'objectif visé, à savoir montrer le soutien du Conseil à l'Iraq, à la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) et à l'Équipe d'enquêteurs.

Nous souhaitons ici plein succès au Conseiller spécial et à son équipe, avec ses cadres locaux et internationaux, dans leur mission difficile et délicate qui, nous l'espérons, sera menée conformément aux règles internationales et à la stratégie de collecte et de stockage d'éléments de preuve et de protection des témoins, en appui aux efforts nationaux et internationaux visant à appliquer la justice pour les crimes ignobles commis

contre le peuple Iraquien. Cela fait partie intégrante du cadre global de lutte contre le terrorisme.

Le mécanisme créé par la résolution 2379 (2018) constitue une victoire pour la justice humaine et une réparation pour les victimes, et il est venu en réponse à la demande faite par le Gouvernement iraquien tendant à ce que les auteurs de crimes pouvant constituer des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou des crimes de génocide soient amenés à en répondre devant la justice, et ce dans le plein respect de la souveraineté de l'Iraq et sa compétence concernant les infractions commises sur son territoire.

Nous savons tous fort bien que la lutte contre toutes les formes de terrorisme est une responsabilité internationale. Nous réaffirmons notre appui au Gouvernement iraquien dans sa guerre contre le terrorisme, et nous saluons la détermination dont il fait preuve pour éliminer l'extrémisme, la violence et le terrorisme, et ce avec l'aide de pays amis, de partenaires au sein de la communauté internationale, et de l'ONU. On ne peut à cet égard que nous féliciter de la bonne collaboration et de la coordination qui existent entre le Gouvernement iraquien et l'Équipe d'enquêteurs conformément à son mandat, lesquelles ont permis à cette dernière de poursuivre son travail sur le terrain, ainsi que des efforts déployés par la coalition internationale créée pour lutter contre Daech. Mais il reste encore beaucoup à faire, et la communauté internationale doit faire preuve du même esprit d'unité démontré jusqu'à présent. Nous sommes conscients que cela exige que nous intensifions nos efforts, notamment en matière de lutte contre les cellules dormantes de Daech et de déminage, et que nous trouvions le moyen de nous attaquer au phénomène des combattants terroristes étrangers et à la question de leur réintégration.

Il est préoccupant que Daech continue de constituer une menace pour la sécurité et la stabilité de la région dans son ensemble. C'est à nous tous qu'il incombe de l'éliminer par des moyens efficaces et souples susceptibles de décevoir ses aspirations et de tarir ses sources de financement, ainsi que de contrer son idéologie et ses agissements en remédiant aux causes profondes du terrorisme et de l'extrémisme violent et en lançant le processus de redressement et de reconstruction aux fins de la stabilité.

Le Koweït a veillé, dans le cadre de la coalition internationale créée pour lutter contre Daech, à aider l'Iraq, pays frère, à faire face aux problèmes et aux défis graves auxquels il est confronté. C'est à cet égard

que l'Émir de l'État du Koweït, S. A. le Cheik Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, a pris l'initiative de convoquer, en février 2018, une conférence internationale pour la reconstruction de l'Iraq, durant laquelle ont été annoncées des contributions d'un montant de près de 30 milliards de dollars. Un mécanisme doit être mis en place pour s'assurer que ces promesses sont bien honorées, et ce aux fins de la sécurité et de la stabilité.

Pour terminer, nous réaffirmons notre solidarité avec l'Iraq, son gouvernement et son peuple, dans toutes les mesures qu'il prend pour combattre le terrorisme. En outre, nous ferons tout pour appuyer l'Iraq et nous tenir à ses côtés dans ses efforts pour contenir Daech et ses pratiques, demander des comptes à ceux qui ont commis ces crimes odieux et reconstruire les zones qui ont été endommagées par Daech. Nous appuierons également l'Iraq dans ses efforts pour consolider l'unité nationale au sein de tous les citoyens irakiens, sur la base de son intégrité territoriale et de sa souveraineté politique.

M. Moriko (Côte d'Ivoire) : Ma délégation salue l'organisation de cette séance d'information sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du principe de redevabilité pour les crimes graves et les atrocités de masse commis en Iraq par l'État Islamique d'Iraq et du Levant (EIIL/Daech). Elle félicite, pour la qualité de son exposé, M. Karim Asad Ahmad Khan, Conseiller spécial et Chef de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, mise en place par la résolution 2379 (2017), afin d'appuyer les efforts des autorités irakiennes par la collecte, la protection et la conservation d'éléments de preuve relatifs à des actes susceptibles de constituer des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des crimes de génocide.

La Côte d'Ivoire voudrait, d'emblée, réitérer son soutien à M. Karim Khan et à toute son équipe pour le travail déjà accompli en dépit des nombreuses difficultés. La Côte d'Ivoire reste vivement préoccupée par la persistance des défis complexes et multiples qui pourraient entraver l'action de l'Équipe dans le cadre de sa coopération avec les autorités irakiennes. En effet, les crimes entrant dans le champ d'investigation de l'Équipe d'enquêteurs ne sont pris en compte par la législation iraquienne que sous l'acception de « crimes terroristes ». De même, le caractère transnational des actions de l'EIIL, entre juin 2014 et juin 2016, appelle l'identification d'espaces de coopération judiciaire entre les États de la région, afin que les individus détenus

au-delà des frontières irakiennes répondent des crimes commis sous la bannière de Daech.

En dépit de ces obstacles, mon pays reste convaincu que la coopération entre l'Équipe d'enquêteurs et les autorités irakiennes permettra l'élaboration de mécanismes juridiques consensuels, intégrant les crimes perpétrés par l'EIIL dans l'arsenal juridique irakien, afin qu'ils ne restent pas impunis. À cet égard, il exhorte le Conseiller spécial à poursuivre sa coopération avec les autorités irakiennes, les communautés ethniques et religieuses affectées, et la société civile, dont les contributions pourraient impulser davantage l'action de l'Équipe, tout en veillant à son impartialité, son indépendance et sa crédibilité. Il rappelle également la nécessité d'impliquer davantage les femmes aux enquêtes.

Mon pays salue l'initiative des fouilles de fosses communes menées à ce jour, notamment dans le village de Kojo, dans le district de Sinjar. Il est d'avis que l'établissement d'une cartographie de la structure de commandement de l'EIIL entre juin 2014 et juin 2016, permettra d'identifier les auteurs des crimes commis et d'engager les actions judiciaires subséquentes.

Ma délégation salue également la mise en place de la stratégie spéciale de protection des témoins par l'Équipe d'enquêteurs et se félicite de sa coopération avec la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq et INTERPOL. Elle estime par ailleurs qu'il importe d'aplanir au plus vite les divergences d'interprétation de la résolution 2379 (2017) relatives aux préoccupations exprimées par certains membres du Conseil, pour qui les preuves réunies par l'Équipe d'enquêteurs pourraient conduire à l'application de la peine de mort à l'issue des procès escomptés.

En dépit de ces divergences, qui ne doivent pas affecter l'action de l'Équipe, mon pays reste convaincu que notre engagement collectif à traduire en actes concrets le principe de la reddition de comptes pour les crimes de masse commis lors des conflits, par les groupes terroristes en particulier, va bien au-delà du cadre irakien et régional. Il s'agit avant tout d'un enjeu pour la paix et la sécurité internationales, qui nécessite la mobilisation de l'ensemble du système des Nations Unies et de tous les acteurs engagés dans la lutte contre le terrorisme.

La Côte d'Ivoire appelle par conséquent à une intensification de la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée qui l'alimente. C'était d'ailleurs

la problématique du débat public organisé par la présidence péruvienne le 9 juillet 2019 (voir S/PV.8569). À cet égard, mon pays souligne la nécessité de trouver des réponses durables aux causes structurelles de l'insécurité et de l'instabilité dans nos pays et régions.

La lutte contre la pauvreté et le chômage doit demeurer au cœur de nos priorités. Elle est intimement liée à la création d'environnements socioéconomiques capables d'assurer un mieux-être aux populations, éloignant ainsi les jeunes de toute rhétorique radicale et de la tentation d'intégrer des groupes terroristes. À cet égard, il urge que les stratégies nationales et régionales de développement économique et social bénéficient de la plus grande attention et soient davantage soutenues par la communauté internationale, à travers des investissements générateurs d'emplois et de services sociaux de base. Il en va ainsi de la nécessaire reconstruction économique et sociale en Iraq, tout comme de celle des autres régions meurtries par le terrorisme, la criminalité transfrontalière organisée et les conflits communautaires.

Pour conclure, ma délégation réaffirme son soutien et ses vœux de plein succès à M. Karim Asad Ahmad Khan et à l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies. Mon pays reste convaincu que le succès de l'Équipe d'enquêteurs constituera sans aucun doute un exemple vertueux et marquera un pas décisif dans l'action des Nations Unies et de la communauté internationale s'agissant de la mise en œuvre pleine et efficace du principe de la reddition de comptes pour tous les acteurs ou organisations terroristes auteurs de crimes de masse.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Nous remercions M. Karim Asad Ahmad Khan, Conseiller spécial et Chef de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, de l'exposé qu'il nous a présenté aujourd'hui, ainsi que de ses échanges avec nous durant notre mission à Bagdad le mois dernier. Il me semble que nous avons appris beaucoup de choses au cours de cette mission. Nous saluons les efforts que déploie, conformément à la résolution 2379 (2017), l'Équipe d'enquêteurs, efforts qui marquent une première étape importante dans la lutte contre l'impunité et l'établissement des responsabilités des auteurs des atrocités commises au nom de l'État islamique d'Iraq et du Levant. Nous félicitons l'Équipe d'enquêteurs de son travail et espérons qu'elle continuera

d'enregistrer des résultats réguliers conformément à son mandat et au cadre convenu par le Conseil.

Le respect du principe de responsabilité est essentiel pour la réalisation des objectifs du Conseil en matière de réconciliation et de pérennisation de la paix. À la suite des discussions tenues à Bagdad le mois dernier, je voudrais faire trois observations.

Premièrement, la victoire sur l'État islamique d'Iraq et du Levant était le fruit de l'engagement et de la résilience du Gouvernement et du peuple irakiens. Pourtant, à certains égards, cette victoire n'est que le début du long chemin qu'il reste à parcourir. Le difficile travail consistant à panser les meurtrissures subies par la société irakienne ne fait que commencer. Le Gouvernement et le peuple irakiens doivent à présent tourner leur attention vers la réconciliation et l'édification d'un État irakien représentant tous les Irakiens. La protection et la prise en charge des survivants doivent être au centre de leurs travaux, tout comme le fait de veiller à ce que les enquêtes menées soient fondées sur des éléments de preuve et des témoignages. Il va sans dire que le courage politique et la coopération seront essentiels à cette fin. Nous, membres du Conseil, devons à nouveau nous tenir aux côtés du peuple irakien dans cette phase critique et ne pas permettre que des crimes contre l'humanité se reproduisent à l'avenir.

Deuxièmement, c'est aux États qu'il incombe au premier chef de protéger toutes les communautés à l'intérieur de leurs frontières contre les atrocités criminelles de masse. L'Indonésie reste convaincue que la juridiction principale, pour faire en sorte que les responsables des atrocités commises à l'intérieur des frontières irakiennes répondent de leurs actes, relève des autorités nationales irakiennes. C'est pourquoi nous exhortons l'Équipe d'enquêteurs à agir dans le plein respect de la souveraineté de l'Iraq et de sa compétence pour les crimes commis sur son territoire. La lutte contre l'impunité est une question urgente et impérative, mais nous devons être pleinement conscients qu'elle doit également respecter les principes de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale des États. À cet égard, je pense que la communauté internationale doit continuer d'appuyer l'Iraq afin de renforcer son système judiciaire et ses capacités en matière de maintien de l'ordre. C'est là un point particulièrement crucial.

Troisièmement, il est impératif de coopérer et de collaborer avec toutes les parties prenantes concernées. Nous pensons que la capacité de l'Équipe d'enquêteurs de s'acquitter avec succès de son mandat dépendra

également de sa capacité à conserver la confiance et l'appui non seulement du Gouvernement mais aussi du peuple irakien, notamment des organisations de la société civile compétentes et des responsables des communautés locales.

Sur la base de ce principe, nous appuyons sans réserve les efforts déployés par l'Équipe d'enquêteurs pour nouer et développer des relations avec un large éventail de groupes communautaires religieux, comme l'évoque le rapport (voir S/2019/407).

Il serait en outre souhaitable que l'Équipe d'enquêteurs fasse appel à des professionnels irakiens. Je partage également l'avis de mon collègue de la Côte d'Ivoire, à savoir qu'il faut associer les femmes à ces travaux, car en fin de compte, elles font partie des personnes les plus gravement touchées. Par ailleurs, il convient de coopérer avec les Nations Unies sur le terrain. Cette coordination a toujours été un aspect essentiel.

Enfin, maintenant que l'Équipe d'enquêteurs a entamé une phase cruciale de ses activités, à savoir la collecte des éléments de preuve, je voudrais terminer en exprimant à nouveau l'appui de l'Indonésie aux travaux de l'Équipe et notre espoir que l'objectif noble poursuivi par l'Équipe d'enquêteurs contribuera à panser les blessures de nombreux rescapés et à clore ce chapitre douloureux du passé.

M. Davies (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous voudrions remercier le Conseiller spécial et Chef de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, M. Khan, de son exposé instructif sur les travaux de l'Équipe d'enquêteurs, et le féliciter, ainsi que son équipe, des progrès réalisés dans le cadre de leur tâche difficile.

Comme l'expérience nous l'a appris en Afrique du Sud, l'application du principe de responsabilité, la vérité et la justice revêtent une importance fondamentale dans le processus d'apaisement. Par conséquent, nous saluons le travail important accompli par l'Équipe d'enquêteurs, conformément à la résolution 2379 (2017), à l'appui des efforts engagés à l'échelle nationale pour amener l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) à rendre des comptes pour les crimes graves perpétrés en Iraq, ainsi que le rôle qu'elle joue dans l'ensemble pour encourager, à l'échelle internationale, le lancement de poursuites pour les crimes commis par l'EIL (Daech).

Le rôle que joue l'Équipe d'enquêteurs en tant qu'organisme impartial, indépendant et crédible, agissant

conformément à la Charte des Nations Unies et aux meilleures pratiques des Nations Unies, ainsi que dans le respect du droit international applicable, notamment le droit international des droits de l'homme, est essentiel pour contribuer à faire connaître les atrocités qui ont été commises et à traduire en justice leurs auteurs. Les efforts considérables déployés par l'Équipe d'enquêteurs pour recueillir et préserver des éléments de preuve sous diverses formes sont particulièrement importants, et il convient de féliciter l'Équipe d'enquêteurs pour les progrès considérables accomplis à cet égard, dans des circonstances difficiles.

L'Afrique du Sud prend acte du dernier rapport du Chef de l'Équipe d'enquêteurs (voir S/2019/407), et note avec préoccupation que malgré les revers qu'il a subis, l'EIIL (Daech) continue de représenter une menace en Iraq. Il faut contrer cette menace, étant donné que la présence persistante de l'EIIL a des répercussions, et risque de déstabiliser non seulement l'Iraq mais aussi l'ensemble de la région. L'Équipe d'enquêteurs joue un rôle inestimable en envoyant un message clair et sans équivoque selon lequel la communauté internationale, sous la houlette de l'ONU, ne restera pas les bras croisés et ne permettra pas que les crimes barbares commis par l'EIIL (Daech) restent impunis.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer l'appui de l'Afrique du Sud au mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), dont l'action importante et multidimensionnelle est porteuse d'espoir pour la reconstruction et l'apaisement de l'Iraq. Nous encourageons toutes les parties prenantes à continuer d'apporter leur appui et leur coopération aux efforts déployés par la MANUI en vue d'une reconstruction efficace après le conflit et de la pérennisation de la paix en Iraq, notamment en appuyant le travail précieux accompli par l'Équipe d'enquêteurs dans le cadre de son mandat.

M. Kuzmin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions le Conseil spécial Khan pour la présentation de son deuxième rapport (voir S/2019/407) au Conseil de sécurité.

Les travaux de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes constituent un élément important de la stratégie de lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient. La région du Moyen-Orient continue d'être un fief des dirigeants de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), qui

constitue toujours une menace grave pour la paix et la sécurité internationales.

Il faut aborder aussi efficacement que possible les questions liées aux poursuites contre les combattants de l'EIIL et ceux qui les ont aidés. D'après ce que nous avons compris à la lecture du rapport et à la suite de la récente rencontre entre M. Khan et les membres du Conseil de sécurité à Bagdad, le Conseiller spécial bénéficie de l'appui des autorités irakiennes et de la société multiconfessionnelle irakienne dans l'accomplissement de sa mission. Cela est extrêmement important.

La collecte des éléments de preuve, leur traitement et leur transmission aux tribunaux doivent se faire dans le strict respect du droit international et dans le plein respect de la souveraineté des États dans lesquels l'EIIL a commis des crimes. Nous estimons que les gouvernements des États qui ont été touchés par les atrocités commises continuent d'avoir un rôle primordial à jouer pour traduire les terroristes en justice. C'est précisément sur cette base que le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2379 (2017), portant création de l'Équipe d'enquêteurs.

Nous notons avec satisfaction que l'Équipe d'enquêteurs a entamé concrètement ses travaux sur le terrain et s'attelle à recueillir des éléments de preuve en Iraq. Nous espérons que le système judiciaire irakien pourra engager bientôt des poursuites contre des terroristes, sur la base de ces données, entre autres choses. Dans le même temps, il serait injuste d'attendre de l'Iraq ou des autres pays de la région qu'ils assument à eux seuls la responsabilité de toutes les questions relatives à la conduite des procédures judiciaires.

À cet égard, nous sommes préoccupés par le problème non résolu du rapatriement des combattants terroristes étrangers dans leur pays d'origine et du lancement de poursuites à leur encontre. Différentes options concernant de tels procès – parfois très utopiques – sont à l'étude. Nous sommes convaincus que M. Khan pourrait jouer un rôle très utile à un moment donné dans de nombreux cadres de discussion sur ces questions. Nous l'exhortons à ne pas succomber aux tentations politiques ou juridiques et à s'en tenir strictement à son mandat principal, tel qu'établi dans la résolution 2379 (2017), qui est d'appuyer les efforts engagés à l'échelle nationale pour amener l'EIIL à rendre des comptes pour les crimes les plus graves au regard du droit international perpétrés en Iraq.

La délégation russe a appuyé la création de l'Équipe d'enquêteurs en 2017. Ses premiers pas sont encourageants. Nous demandons à l'Équipe d'enquêteurs de poursuivre son travail avec zèle, sur la base des principes d'impartialité et de transparence. Nous sommes convaincus que ce n'est qu'ainsi que ses activités contribueront utilement aux efforts visant à traduire en justice les terroristes de l'EIIL.

M. Glossner (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je remercie le Conseiller spécial et son équipe de leurs efforts inlassables. L'Allemagne appuie pleinement les travaux de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes et se félicite des progrès considérables qui ont été accomplis, tels qu'ils ont été décrits par le Conseiller spécial.

En adoptant à l'unanimité la résolution 2379 (2017), le Conseil de sécurité a confirmé la nécessité d'appliquer le principe de responsabilité au lendemain du conflit en Iraq, mais plus généralement, le Conseil a également mis en lumière la nécessité d'amener les auteurs d'actes criminels, qu'ils soient des États ou des acteurs non étatiques, à en répondre. Par ailleurs, nous nous félicitons de l'appui fourni par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) aux travaux de l'Équipe d'enquêteurs, conformément à la résolution 2470 (2019). À notre avis, l'Équipe d'enquêteurs et la MANUI partagent des objectifs importants : la promotion de l'application du principe de responsabilité, la protection des droits de l'homme et le renforcement de l'état de droit en Iraq.

L'Allemagne félicite le Conseiller spécial et son équipe pour l'approche globale qu'ils adoptent dans l'exécution de leur mandat et dans leurs enquêtes. L'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et ses complices ont commis des exactions à l'encontre de nombreux groupes et individus, et il importe au plus haut point de garantir un accès à la justice à l'ensemble de victimes et de rescapés, toutes origines confondues.

En avril, sous la présidence allemande, le Conseil a adopté la résolution 2467 (2019), qui a consacré pour la première fois une approche axée sur les rescapés pour ce qui est de prévenir et de combattre les violences sexuelles liées aux situations de conflit. Bien évidemment, une telle approche axée sur les rescapés s'impose également pour faire face à d'autres crimes. Par conséquent, à l'instar d'autres membres du Conseil, nous félicitons le Conseiller spécial et son équipe de s'être attachés particulièrement à maintenir des relations étroites

avec les rescapés, les communautés locales, les chefs religieux et les autorités irakiennes.

Par ailleurs, nous nous félicitons des excellentes relations de travail qui existent entre l'Équipe d'enquêteurs et les organisations régionales et internationales, ainsi qu'avec la société civile. À cet égard, je voudrais mentionner en particulier les liens de coopération établis par l'Équipe d'enquêteurs avec la Commission internationale pour les personnes disparues, ainsi qu'avec la Commission for International Justice and Accountability. Ces organisations sont sur le terrain depuis le tout début et ont effectué un travail extrêmement important.

Les crimes odieux commis par l'EIIL et les souffrances qu'il a causées ne s'arrêtent pas à la frontière irakienne. Nous encourageons donc le Conseiller spécial à rechercher d'autres formes de coopération transnationale dans le cadre de ses enquêtes. Les victimes et les survivants des crimes commis par l'EIIL doivent avoir accès à la justice partout dans le monde. C'est pourquoi l'Allemagne se félicite de l'échange d'informations et d'un éventuel soutien aux fins de la poursuite des crimes commis par l'EIIL dans d'autres juridictions nationales, grâce à l'entraide judiciaire. À cet égard, l'Allemagne remercie le Conseiller spécial pour les échanges qu'il a eus avec les autorités allemandes sur les possibilités de coopération dans le cadre des enquêtes actuellement menées par l'Équipe. Comme d'autres pays, l'Allemagne appuie activement les travaux de l'Équipe d'enquêteurs. Comme le Conseiller spécial l'a mentionné tout à l'heure, nous avons envoyé du personnel expérimenté pour soutenir l'Équipe d'enquêteurs, et nous cherchons à identifier d'autres domaines d'appui.

Je voudrais également ajouter quelques mots sur la coopération entre l'Équipe d'enquêteurs et l'Iraq. Nous nous félicitons de l'engagement pris par le Gouvernement irakien de garantir la justice et l'application du principe de responsabilité. Comme l'a souligné mon collègue sud-africain, la justice rendue dans le respect des garanties d'une procédure régulière et conformément aux normes internationales est indispensable à la réconciliation nationale et à un avenir pacifique et stable. Le mandat établi avec le Conseiller spécial et la création du Comité directeur irakien permettent une coopération efficace. Il est clair – et le Conseiller spécial l'a souligné dès le début – que l'indépendance et l'impartialité sont essentielles pour garantir la crédibilité de l'Équipe à l'avenir.

La coopération avec l'Équipe d'enquêteurs offre d'importantes possibilités de renforcer l'état de droit au sein du système judiciaire iraquien. À cet égard, je voudrais mettre l'accent sur les trois points suivants. Premièrement, nous nous félicitons des mesures prises en vue de la conclusion d'accords entre l'Équipe d'enquêteurs et les autorités nationales iraqiennes, afin de faciliter la transmission des éléments de preuve pertinents à l'Équipe. Deuxièmement, nous estimons qu'il est important que l'Iraq intègre des dispositions sur les crimes internationaux dans son droit pénal interne. Troisièmement, les éléments de preuve recueillis par l'Équipe d'enquêteurs doivent seulement être utilisés dans le cadre de poursuites conformes aux normes juridiques internationales et lorsque la peine capitale n'est pas appliquée. À cet égard, l'Allemagne prend note du rapport pertinent du Secrétaire général (A/73/253), dans lequel il décrit la politique contre le partage, par les mécanismes internationaux de responsabilisation, des éléments de preuve aux fins de leur utilisation dans le cadre de procédures pénales dans lesquelles la peine capitale pourrait être prononcée ou exécutée.

Enfin, nous appelons le Gouvernement iraquien à renforcer l'état de droit dans les procédures judiciaires engagées contre d'éventuels membres de l'EIIL. Ces procédures doivent permettre la tenue de procès équitables et impartiaux, ainsi qu'un contrôle judiciaire efficace et rapide, notamment l'accès à l'assistance juridique.

Le Conseil de sécurité peut compter sur l'appui de l'Allemagne à l'Équipe d'enquêteurs et à la lutte contre l'impunité.

M. Yao Shaojun (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine remercie le Conseiller spécial, M. Karim Khan, pour son exposé.

Le Conseil de sécurité s'est récemment rendu en Iraq et a été témoin de la réaction appropriée du Gouvernement et du peuple irakiens face aux défis internes et externes auxquels ils sont confrontés, de leur victoire sur le terrorisme, du rétablissement progressif de la sécurité et de la stabilité, et des progrès constants dans la remise sur pied de l'économie. La Chine se félicite de ces efforts.

La communauté internationale doit continuer d'appuyer fermement le Gouvernement iraquien pour maintenir la sécurité et la stabilité, parvenir à l'inclusion et à la réconciliation, promouvoir le développement économique, améliorer le niveau de vie de la population et accélérer le processus de reconstruction. Dans le

même temps, nous ne devons pas perdre de vue que la lutte contre le terrorisme est loin d'être terminée, compte tenu de la menace persistante que font peser les forces terroristes restantes, et qu'il est encore nécessaire de régler la question des nombreux combattants terroristes étrangers et de leurs familles qui se trouvent en Iraq. Le soutien de toutes les parties est nécessaire de toute urgence.

La Chine se félicite des efforts inlassables et des sacrifices énormes consentis par le peuple et le Gouvernement irakiens dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et aide l'Iraq à traduire les terroristes en justice, conformément aux lois nationales pertinentes. La Chine a pris note du deuxième rapport du Conseiller spécial et Chef de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (voir S/2019/407). Nous nous félicitons du travail accompli par l'Équipe d'enquêteurs pour élaborer une stratégie d'enquête, mettre sur pied des groupes de travail restreints, mener des enquêtes sur le terrain, et recueillir et analyser des éléments de preuve pertinents. Nous aidons l'Équipe d'enquêteurs à fixer des priorités pour exécuter ses travaux à la lumière de la situation réelle sur le terrain, et nous reconnaissons les efforts et les progrès qu'elle accomplit. Nous espérons que l'Équipe continuera de communiquer étroitement avec le Gouvernement iraquien et les parties concernées, et qu'elle coopérera avec la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq et d'autres parties prenantes afin de s'employer activement à contraindre les terroristes à répondre de leurs actes et à lutter contre le retour et la propagation des forces terroristes et contre leurs activités.

La Chine se félicite de la bonne coopération entre l'Équipe d'enquêteurs et le Gouvernement iraquien, et estime que l'appui du Gouvernement iraquien et la confiance du peuple revêtent une grande importance en ce qu'ils permettent à l'Équipe de s'acquitter de son mandat et de relever efficacement les défis. L'Équipe doit continuer de respecter les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, exécuter sérieusement son mandat en stricte conformité avec les résolutions du Conseil de sécurité et, tout en s'acquittant activement et efficacement de ses tâches, respecter pleinement la souveraineté de l'Iraq et sa compétence concernant les infractions commises sur son territoire. Nous nous félicitons de la nomination par le Gouvernement iraquien de M^{me} al-Khafaji au sein de l'Équipe d'enquêteurs, et attendons avec intérêt que d'autres nationaux irakiens

soient rapidement recrutés dans l'Équipe afin d'aider le Gouvernement iraquien à renforcer sa capacité de contraindre les organisations terroristes à répondre de leurs actes.

Le terrorisme est l'ennemi commun de l'humanité. Son impact dépasse les frontières nationales. Par conséquent, aucun pays ne peut y faire face seul. Face à ce défi, la communauté internationale doit s'engager à appliquer une norme unifiée et à adopter une politique de tolérance zéro et non discriminatoire pour combattre résolument le terrorisme. En tant que victime du terrorisme et important acteur de la lutte contre le terrorisme, la Chine est prête à continuer de travailler avec la communauté internationale pour faire progresser la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme.

M. Lewicki (Pologne) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais m'associer aux autres délégations pour remercier M. Khan de son rapport (voir S/2019/407), et exprimer notre profonde reconnaissance pour son travail et celui de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes.

Bien que nous l'ayons dit à maintes reprises au Conseil, je tiens moi aussi à rappeler qu'il n'y a pas de paix sans justice et que l'élément clef pour rendre la justice est l'application du principe de responsabilité. Comme M. Khan l'a souligné à juste titre, ce principe doit reposer sur des preuves solides. C'est pourquoi nous nous félicitons vivement de la contribution du Conseiller spécial et de son équipe aux efforts de responsabilisation en recueillant, conservant et stockant des éléments de preuve d'actes susceptibles de constituer des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des crimes de génocide perpétrés par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) en Iraq. Je suis tout à fait d'accord avec M. Khan lorsqu'il dit que l'EIIL doit être tenu responsable de ces atrocités criminelles. Nous nous félicitons également en particulier des progrès accomplis dans la mise en œuvre du mandat de l'Équipe, notamment l'élaboration de la stratégie d'enquête, et des activités entreprises par l'Équipe, conformément aux priorités définies, qui comprennent l'excavation de 12 charniers.

L'instauration d'un climat de confiance et de coopération entre le Gouvernement iraquien et les autorités de plusieurs autres États, ainsi qu'entre les autorités régionales et locales irakiennes et les représentants des différentes composantes de la société, y compris les

survivants, est tout aussi louable. Nous sommes très heureux d'entendre M. Khan parler aujourd'hui au Conseil de la coopération exemplaire entre l'Équipe d'enquêteurs et les autorités gouvernementales irakiennes. Cette coopération démontre la volonté, et même l'engagement, du Gouvernement iraquien à garantir la justice et l'établissement des responsabilités. C'est également une condition *sine qua non* pour la réconciliation au sein de la société iraquienne. Nous espérons que cette coopération continuera de se développer afin de renforcer les capacités opérationnelles de l'Équipe d'enquêteurs et pour faire avancer ses travaux de fond conformément à son mandat. Nous appelons toutes les parties prenantes à appuyer l'Équipe et à lui fournir toute l'assistance nécessaire.

Les efforts visant à garantir la diversité géographique, l'égalité des sexes ainsi que l'équilibre ethnique et religieux dans le processus de nomination des membres irakiens de l'Équipe d'enquêteurs méritent d'être salués. La composition de l'Équipe doit refléter la diversité de la population iraquienne, ce qui renforcera sa capacité à recueillir des éléments de preuve au sein des communautés touchées par Daech. Dans ce contexte, comme nombre d'autres délégations, nous accueillons avec satisfaction la nomination par le Conseiller spécial de M^{me} Salama Hasson al-Khafaji en tant que Chef du Bureau de la promotion de la participation nationale et de l'appui. Nous encourageons les efforts visant à intégrer des membres irakiens à l'Équipe. Nous encourageons également les États Membres à envisager de mettre à disposition du personnel spécialisé.

Pour rendre véritablement justice aux victimes des crimes de l'EIIL/Daech et aux membres de leurs familles, il importe de mener des enquêtes indépendantes et crédibles et d'organiser des procès équitables. Cela nécessite de récolter des preuves matérielles et de les analyser conformément aux normes internationales les plus strictes. Dans ce contexte, les progrès considérables accomplis par l'Équipe en ce qui concerne la création de cadres pour la collecte et le stockage de preuves scientifiques, documentaires et numériques ainsi que de témoignages, mais aussi en ce qui concerne la protection des témoins, doivent être soulignés. Je remercie M. Khan de ses mises à jour. Des progrès considérables ont été accomplis à cet égard.

Nous saluons l'approche axée sur les victimes adoptée par l'Équipe d'enquêteurs, comme l'a souligné M. Khan, notamment les mesures prises pour veiller à ce que les victimes de crimes sexuels et de crimes

fondés sur le genre en particulier bénéficient d'un soutien adéquat.

Pour terminer, je réitère que la Pologne appuie pleinement l'Équipe d'enquêteurs, son impartialité et son indépendance. Tout en saluant la coopération accordée à ce jour par diverses parties prenantes au Conseiller spécial et à l'Équipe, nous appelons à renforcer ces efforts. Je tiens également à saluer une fois de plus la contribution cruciale du Conseiller spécial et de l'Équipe d'enquêteurs à la promotion du principe de responsabilité et de la réconciliation en Iraq. Nous les encourageons à continuer de s'acquitter efficacement de leur mission.

Enfin et surtout, je conviens avec M. Khan que la collecte de preuves n'est pas l'aboutissement de la mission de l'Équipe. Sa mission sera accomplie lorsque justice aura été rendue aux victimes des atrocités commises par l'EIL/Daech.

M^{me} Charrier (France) : Nous remercions le Conseiller spécial Karim Khan pour sa présentation éclairante. En quelques mois, il a mis sur pied une équipe d'experts de grande qualité, irakiens et internationaux, qui donne une place égale aux femmes. Nous tenons à saluer à cet égard la présence de M^{me} Salama Hasson al-Khafaji à ses côtés aujourd'hui, ainsi que celle de l'Ambassadeur irakien, qui est le signe que la communauté internationale et l'Iraq travaillent la main dans la main pour lutter contre l'impunité des crimes commis par Daech en réponse à la demande de l'Iraq au Conseil.

La France remercie le Koweït d'avoir organisé dans le cadre de sa présidence un échange avec M. Karim Khan lors de la visite du Conseil en Iraq, qui nous a permis d'affirmer sur le terrain tout notre soutien à l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes deux ans après l'adoption de la résolution 2379 (2017) et de prendre la mesure des défis. Ses travaux portent aujourd'hui en priorité sur les crimes commis par Daech au Sinjar, à Mossoul et à Tikrit. C'est une première étape. Justice doit être rendue aux victimes des crimes les plus graves commis par Daech sur la totalité du territoire irakien. Il est essentiel que les dirigeants et commandants régionaux soient traduits en justice.

Nous saluons les premières avancées opérationnelles de l'Équipe en matière de collecte de documents numériques et de recueil de témoignages, mais aussi en ce qui concerne l'excavation de fosses communes à Kojo,

dans le Sinjar, en mars et en avril. Sa réunion avec le Conseil des chefs tribaux de l'Anbar en juin contribuera à approfondir sa coopération étroite avec la société irakienne ainsi que ses autorités. Cela va dans le bon sens. Nous encourageons également l'Équipe à poursuivre ses travaux en toute indépendance. Dans ce contexte encourageant, la France souhaite adresser trois messages.

Le premier message s'adresse à l'Équipe d'enquêteurs. Il est important que l'Équipe continue de travailler avec tous les acteurs, à savoir les autorités irakiennes, les acteurs locaux, les associations de victimes et les organisations non gouvernementales, les représentants de toutes les composantes de la population irakienne, ainsi que les États Membres. L'ONU, en particulier la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), a un rôle de premier plan à jouer pour appuyer les autorités irakiennes dans la réforme de la gouvernance, le renforcement du système judiciaire et la consolidation de l'état de droit. Je tiens à saluer la coopération entre la MANUI et l'Équipe, dont les mandats en matière de lutte contre l'impunité sont complémentaires. Nous les encourageons à poursuivre en ce sens.

S'agissant du partage de preuves par l'Équipe d'enquêteurs avec des autorités judiciaires nationales dans le cadre de procédures, la France rappelle que la résolution 2379 (2017) et les termes de référence de l'Équipe prévoient que ce partage doit s'effectuer dans le respect des meilleures pratiques de l'ONU et des standards internationaux. Nous rappelons à cet égard que la France est opposée à la peine de mort en tout lieu et en toutes circonstances.

Le deuxième message s'adresse à tous ceux qui sont susceptibles de détenir des informations pertinentes pour qu'ils les fournissent à l'Équipe d'enquêteurs. Nous encourageons en particulier les États à s'engager à coopérer avec l'Équipe de manière opérationnelle, le cas échéant en concluant des accords de coopération. La France entend coopérer pleinement avec le Conseiller spécial et ses équipes, et se félicite que des contacts aient déjà été pris avec les autorités françaises compétentes.

Le troisième message s'adresse aux autorités irakiennes. Depuis la victoire territoriale contre Daech, l'Iraq a pleinement pris la mesure de la nécessité de poursuivre les responsables des crimes les plus graves commis sur son territoire. Nous saluons la détermination des autorités irakiennes à intégrer la lutte contre l'impunité de tous les crimes, quelles qu'en soient les victimes, quelle que soit l'affiliation de leurs

auteurs, aux efforts de stabilisation, de reconstruction et de réconciliation de toutes les composantes de la société iraquienne, ce qui constitue la clef pour prévenir toute résurgence de Daech. En particulier, nous saluons l'appui des autorités irakiennes et la mise en place d'un comité directeur désigné par le Gouvernement pour fixer les modalités de la coopération. Il est important que l'Iraq poursuive son dialogue étroit avec la MANUI sur le renforcement de l'état de droit. Je tiens enfin à rappeler que la France poursuivra sa mobilisation en matière de lutte contre l'impunité et en soutien au renforcement de l'état de droit en Iraq. La France apporte une aide multiforme au renforcement des capacités des institutions irakiennes, que nous avons formalisée en mai dernier à travers la signature d'une feuille de route commune franco-irakienne.

C'est parce que la France est engagée aux côtés des Iraquiens dans la lutte contre Daech dans tous ses volets – sécuritaire, politique, judiciaire – qu'elle a soutenu la résolution 2379 (2017). L'Équipe d'enquêteurs est désormais en place, c'est un premier pas essentiel. Les défis sont pourtant encore nombreux, comme le relève le deuxième rapport de l'Équipe d'enquêteurs (voir S/2019/407). Les preuves sont nombreuses, mais disséminées. Elles ont vocation à être utilisées dans le cadre de procédures respectueuses des garanties fondamentales, d'abord en Iraq. Il est important que le Conseil apporte son soutien aux efforts entrepris par les autorités irakiennes pour relever ces défis. Pour cela, il importe que le travail de l'Équipe d'enquêteurs puisse s'approfondir et s'inscrire dans la durée. C'est ainsi que les objectifs de justice et de réconciliation visés par la résolution 2379 (2017) pourront être atteints.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous remercions M. Khan des informations qu'il nous a fournies et des efforts inlassables qu'il déploie en tant que Conseiller spécial.

Premièrement, nous voudrions saluer le fait que l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes a travaillé de manière constructive et en coordination harmonieuse dans sa phase initiale de mise en place, de préparation et d'enquête avec les autorités irakiennes, les communautés locales, les divers organismes des Nations Unies et les États dans lesquels l'État islamique d'Iraq et du Levant a renforcé ses capacités et ses activités opérationnelles. Nous espérons que cette collaboration se poursuivra et se renforcera au fur et à mesure que l'Équipe deviendra

opérationnelle. De même, nous nous félicitons du plan d'exécution établi par le Conseiller spécial, dans lequel sont définis les trois premiers domaines spécifiques d'enquête.

Nous tenons également à souligner la volonté et la coopération dont font montre les autorités irakiennes à l'égard de l'Équipe d'enquête et à l'égard de la mise en œuvre des dispositions énoncées dans la résolution 2379 (2017), afin que les membres de l'État islamique répondent des crimes qu'ils ont commis, notamment les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide, contre la population irakienne et celle d'autres États. C'est pourquoi il est impératif que cette équipe d'enquête fonctionne efficacement afin que ces crimes indicibles ne restent pas impunis.

Dans cet ordre d'idées, nous notons avec satisfaction que l'Équipe a procédé aux premières excavations de charniers dans le village de Kojo, en mars et avril derniers, afin d'exhumer les corps des victimes de l'État islamique. Nous saluons le fait que ces procédures sont menées dans le respect des coutumes et des rites religieux de la population.

Par ailleurs, nous nous félicitons qu'une attention particulière soit accordée aux personnes qui ont survécu aux crimes de violence sexuelle et fondée sur le genre. À cet égard, nous tenons à souligner que les enquêtes doivent se concentrer sur les survivants et les survivantes, en accordant la priorité à leurs droits et à leurs besoins en tant que victimes de la violence sexuelle et fondée sur le genre. Par conséquent, il importe de veiller à ce que les procédures d'enquête garantissent la protection et la confidentialité aussi bien des personnes rescapées que des témoins. C'est pourquoi nous considérons comme une excellente mesure la stratégie de protection des témoins élaborée par l'Équipe dans son cadre de collecte de preuves testimoniales.

Nous exhortons également les autorités irakiennes et l'Équipe d'enquête à prêter attention aux personnes ayant des liens familiaux avec des membres de l'État islamique, notamment les femmes et les enfants, et à faire en sorte qu'elles ne soient pas pénalisées pour les crimes commis par leurs proches. De même, leur protection, leur intégrité physique et le respect de leurs droits doivent être garantis, en particulier s'il s'agit de mineurs, qui ne doivent en aucun cas être traités comme des adultes, même s'ils sont soupçonnés d'avoir été membres du groupe terroriste ou d'avoir collaboré avec ce groupe. Ils doivent être traités comme des victimes et non comme des coupables.

Dans un autre ordre d'idées, l'Équipe d'enquêteurs doit préserver son indépendance et son impartialité, travailler en collaboration avec les mécanismes des Nations Unies et les autorités irakiennes, et respecter leur souveraineté et leur juridiction, conformément au mandat de la résolution 2379 (2017), aux principes énoncés dans la Charte et au droit international.

Enfin, le succès qui pourra être obtenu en matière de justice dépendra dans une large mesure de l'appui régional et international que l'Iraq pourra recevoir sur les plans financier, juridique et du renforcement des capacités pour consolider ses institutions, en particulier son système judiciaire. C'est pourquoi nous encourageons la communauté internationale à œuvrer de concert à cette fin.

M. Esono Mbengono (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, nous voudrions nous associer aux orateurs qui nous ont précédés pour féliciter et remercier le Conseiller spécial et Chef de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, M. Karim Ahmad Khan, du rapport (voir S/2019/407) complet et très instructif qu'il a présenté en application de la résolution 2379 (2017). Nous saluons également la nomination de M^{me} Salama Hasson al-Khafaji.

La délégation de la République de Guinée équatoriale souligne l'importance de la résolution 2379 (2017), en ce qui concerne le principe de la responsabilité pénale, pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il est fondamental que les auteurs des crimes atroces et monstrueux commis par Daech entre juin 2014 et décembre 2017, période au cours de laquelle il a occupé et contrôlé de vastes pans du territoire irakien, y menant ses activités en toute impunité et commettant tous types de crimes impliquant de graves violations du droit international des droits de l'homme, du droit pénal international et du droit international humanitaire – autant d'actes susceptibles de constituer des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des crimes de génocide –, rendent des comptes.

La découverte monumentale et terrifiante de plus de 200 charniers renfermant les dépouilles de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants n'en exige pas moins. C'est pourquoi nous nous félicitons de la mise sur pied de l'Équipe d'enquêteurs et des efforts qu'elle déploie pour mettre en œuvre les stratégies initiales élaborées pour s'acquitter exactement de son mandat, ainsi que

des stratégies qui continuent d'être mises en œuvre, en particulier les visites effectuées sur les principaux lieux de crime en Iraq, et du dialogue établi avec les autorités nationales, les groupes de survivants, les responsables locaux et les chefs religieux dans le pays.

Pour ce qui est de la collecte et de l'analyse d'éléments de preuve, nous nous félicitons également des procédures opérationnelles concernant la collecte, le traitement, la conservation et le stockage des éléments de preuve, ainsi que des outils de gestion de l'information, notamment des formulaires relatifs à la chaîne de possession, qui sont actuellement mis au point et à l'essai afin de garantir la valeur probante de ces éléments devant un large éventail de juridictions nationales. Il importe que les victimes sentent que l'action de la justice est en marche pour qu'elles n'aient pas l'impression que les coupables resteront impunis.

Nous prenons note de l'importante contribution des États Membres en matière de services d'experts, et, à cet égard, nous remercions les Gouvernements allemand, saoudien, suédois et turc, car de cette manière, une équipe beaucoup plus efficace est en train d'être mise sur pied avec pour objectif d'atteindre le quota de personnel requis.

D'autre part, nous encourageons les autorités irakiennes ainsi que l'ONU à continuer d'intensifier la coopération opérationnelle avec l'Équipe d'enquêteurs, et nous espérons que les opérations de l'Équipe d'enquêteurs seront menées de manière impartiale et transparente et dans le plein respect du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies.

Pour conclure, notre délégation souhaite beaucoup de courage, de succès et de détermination à M. Khan et à toute son équipe, dans cette mission immense et complexe qui leur a été confiée par les Nations Unies. Et nous les assurons du soutien du Gouvernement de la République de Guinée équatoriale dans l'accomplissement de leur tâche.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : Je voudrais tout d'abord remercier le Conseiller spécial Karim Khan pour son rapport écrit (voir S/2019/407), ainsi que pour l'exposé fort éclairant qu'il nous a présenté ce matin.

La stabilité de l'Iraq, dans un contexte qui demeure difficile sur le plan sécuritaire, vu la menace importante que Daech continue de poser, constitue plus que jamais notre priorité. Pour reconstruire une société résiliente sur des bases solides, la Belgique est convaincue qu'il

est primordial de lutter contre l'impunité des crimes atroces qui ont été commis.

Daech fait partie des principaux auteurs des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits humains qui ont eu lieu en Iraq. C'est dans ce contexte que la Belgique a coparrainé la résolution 2379 (2017) établissant l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (voir S/PV.8052). À cette occasion, le Conseil a joué son rôle en veillant à prendre les mesures nécessaires pour lutter contre l'impunité et promouvoir le respect du droit international, deux objectifs qui participent au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

La Belgique souhaiterait saluer le travail de M. Khan depuis sa prise de fonctions il y a bientôt un an. Nous nous félicitons de la bonne coopération avec les autorités locales, comme cela a été souligné lors de la récente mission de terrain du Conseil en Iraq, ainsi que des contacts entretenus avec toutes les composantes de la société iraquienne afin de susciter un appui collectif à l'Équipe d'enquêteurs. Le travail accompli en vue de son opérationnalisation, les premières activités de collecte et d'analyse d'éléments de preuve, et les discussions menées quant à l'appui qu'elle pourrait fournir dans le cadre des procédures engagées sur le plan national, sont très encourageants.

Nous notons aussi avec intérêt les consultations qui se sont tenues avec les autorités irakiennes sur les moyens d'incorporer dans le droit interne les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le crime de génocide, ainsi que sur la création éventuelle d'instances spécialisées en vue d'en poursuivre les auteurs. Ceci rejoint les efforts déployés par la Belgique et d'autres pays européens pour explorer la viabilité des différentes pistes de coopération internationale possibles pour juger les combattants terroristes étrangers.

Mon pays exprime sa pleine confiance en la capacité de M. Khan et de son équipe à exécuter leur mandat de façon rigoureuse. Je voudrais souligner deux questions qui nous sont chères.

Tout d'abord, à l'occasion du partage des éléments de preuve, l'Équipe d'enquêteurs veillera, en tant que mécanisme des Nations Unies indépendant et impartial, à se conformer aux politiques et bonnes pratiques de l'ONU ainsi qu'au droit international. Il s'agit ici de s'inscrire dans le droit fil de la pratique établie des

tribunaux et des mécanismes internationaux créés par les Nations Unies, que ce soit en matière de garanties procédurales, de protection des victimes et des témoins ou encore de non-application de la peine de mort.

Ensuite, dans le contexte du renforcement des capacités concernant l'application des normes internationales et des meilleures pratiques dans le domaine de la justice, il convient que tous les auteurs de crimes, quelle que soit leur affiliation, puissent répondre de leurs actes devant les cours et tribunaux irakiens. À cette fin, la Belgique examinera, dans l'esprit de la résolution 2379 (2017), comment elle pourrait éventuellement partager son expertise et apporter au Gouvernement irakien l'assistance nécessaire.

C'est à l'aune de ces différents objectifs que la Belgique continuera à suivre de façon particulièrement attentive les travaux de l'Équipe d'enquêteurs durant son mandat au Conseil de sécurité. Ce mécanisme constitue un espoir immense pour les nombreuses victimes et il est de notre devoir de ne pas les décevoir.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Pérou.

Nous nous félicitons de la présentation du deuxième rapport (voir S/2019/407) du Conseiller spécial et Chef de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, M. Karim Khan, après notre rencontre à Bagdad en juin dernier dans le cadre de la visite effectuée durant la présidence du Koweït.

En tant que l'un des pays coauteurs de la résolution 2379 (2017), nous réitérons notre conviction que le travail de l'Équipe d'enquête fait partie d'un plan, élaboré à la demande du Gouvernement irakien, non seulement pour s'assurer de l'application du principe de responsabilité pour les actes terroristes commis par Daech, mais aussi pour contribuer à la réconciliation dans le pays.

Nous réaffirmons à cet égard notre appui à l'Équipe d'enquêteurs pour qu'elle continue de s'acquitter de son mandat et d'effectuer son travail de manière impartiale, indépendante et crédible, conformément à la Charte des Nations Unies et aux dispositions pertinentes du droit international, notamment le droit international des droits de l'homme, le droit international humanitaire, et aux politiques et aux meilleures pratiques de l'Organisation.

Nous nous félicitons de la relation de respect et de coopération entre l'Équipe d'enquêteurs et le Gouvernement iraquien, ainsi qu'avec les secteurs les plus divers de la société iraquienne, notamment les survivant(e)s et les communautés locales, afin que ses activités complètent les enquêtes menées par les autorités nationales irakiennes. Nous soulignons aussi l'appui spécial apporté par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI).

Nous reconnaissons l'importance prioritaire de l'analyse médico-légale et des exhumations, et prenons note avec intérêt des fouilles menées en mars et avril de cette année. Quant aux preuves qui ont commencé à être collectées, si elles sont pertinentes pour les autorités irakiennes, nous ne reconnaissons pas moins qu'elles puissent être utilisées par d'autres pays qui le demanderaient, conformément au mandat de l'Équipe d'enquêteurs.

Nous soulignons, enfin, la nécessité de s'assurer que l'Équipe d'enquêteurs dispose des ressources nécessaires pour s'acquitter de ses tâches.

Enfin, malgré les progrès enregistrés dans la lutte contre l'État islamique d'Iraq et du Levant, la menace continue d'être latente et son influence atteint de nouveaux espaces et revêt de nouvelles caractéristiques. C'est pourquoi nous réitérons notre appui à l'Équipe d'enquêteurs, dont le succès favorisera la lutte contre l'impunité et préviendra la commission de nouveaux crimes, tout en renforçant l'accès à la justice et l'état de droit.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Iraq.

M. Bahr Aluloom (Iraq) (*parle en arabe*) : Nous voudrions tout d'abord féliciter la République du Pérou de son accession à la présidence du Conseil pour le mois de juillet, et nous félicitons sincèrement l'État frère du Koweït de sa direction avisée des travaux du Conseil le mois dernier. Nous remercions aussi tous les membres du Conseil de sécurité de la visite fructueuse qu'ils ont effectuée en Iraq à la fin du mois dernier.

Nous remercions aussi M. Karim Khan, Conseiller spécial et Chef de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes de sa présentation détaillée. Nous saluons

son dévouement, son assiduité et la détermination avec laquelle il effectue son travail, ainsi que les efforts inlassables qu'il déploie pour s'acquitter de ses tâches conformément à la résolution 2379 (2017) du Conseil de sécurité, aux règles relatives à la compétence et aux normes internationales les plus élevées.

Nous nous félicitons aussi de la bonne coordination entre le Gouvernement iraquien et l'Équipe d'enquêteurs s'agissant du choix de l'adjointe au Chef de l'Équipe, M^{me} Salama Hasson al-Khafaji, qui sera chargée de fournir des conseils juridiques, judiciaires et autres liés aux lois et à la législation irakiennes. Et nous attendons avec intérêt la nomination des autres experts irakiens pour faciliter et renforcer le travail de l'Équipe d'une façon qui soit conforme à la législation et aux lois nationales afin de garantir l'application du principe de responsabilité et la justice.

Nous réaffirmons à cet égard l'engagement du Gouvernement de mon pays à faciliter le travail de l'Équipe d'enquêteurs. En effet, toutes les institutions pertinentes du pays ont reçu pour instruction de coopérer avec l'Équipe et de l'aider à s'acquitter des tâches prescrites dans son mandat, à savoir la collecte et le stockage des éléments de preuve, ainsi qu'à mener ses travaux dans le plein respect de la souveraineté de l'Iraq et de sa compétence concernant les infractions commises sur son territoire. Nous réaffirmons que les travaux de l'Équipe d'enquêteurs doivent être menés dans le plein respect de la souveraineté de l'Iraq et de sa compétence concernant les infractions commises sur son territoire.

Les éléments de preuve doivent être utilisés dans le cadre de procédures pénales indépendantes et équitables menées par les tribunaux nationaux irakiens, conformément au droit international en vigueur. Ces éléments de preuve sont destinés en premier lieu aux autorités irakiennes. Toute autre utilisation de ces éléments de preuve doit être convenue en coordination avec le Gouvernement iraquien, au cas par cas.

De plus, le Gouvernement iraquien cherche à renforcer la coordination avec le Gouvernement régional du Kurdistan en ce qui concerne la recevabilité des preuves scientifiques recueillies sur les lieux des crimes commis par l'organisation terroriste Daech. Nous soulignons la nécessité de mettre en œuvre le mandat de l'Équipe d'enquêteurs s'agissant du renforcement des capacités irakiennes. C'est l'un des objectifs du Gouvernement iraquien, à savoir la consolidation des capacités nationales spécialisées dans ce domaine. Nous

appelons également à redoubler d'efforts pour qu'une assistance technique concrète soit fournie à l'Iraq.

La mise en œuvre du mandat de l'Équipe d'enquêteurs exige des partenariats solides avec les survivants et les communautés locales. Nous saluons la mobilisation de l'Équipe auprès d'un grand nombre de survivants d'actes de violence, tels que ceux qui ont survécu aux violences perpétrées par l'organisation terroriste Daech/État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), ainsi que ceux qui, dans tous les pans de la société iraquienne, ont été témoins de ces violences dans les zones envahies, occupées et contrôlées par cette organisation terroriste. Nous nous félicitons des visites sur le terrain effectuées par M. Khan dans ces zones et de ses rencontres avec des chefs religieux et tribaux et des agents de l'État.

La loi n°11 sur la protection de la jeunesse, promulguée en 1962, repose sur les pratiques les meilleures et les plus modernes en matière de prise en charge, de protection et de traitement des mineurs. Cette loi a été actualisée et adaptée pour répondre aux besoins sociétaux actuels de l'Iraq, qui aspire à édifier une société moderne et à éliminer les lacunes

et les ambiguïtés de ladite loi. L'Iraq a également créé des tribunaux pour mineurs dans toutes les régions du pays. Cette loi désormais souple permet auxdits tribunaux de prendre les décisions idoines en fonction des besoins des délinquants juvéniles, et de prononcer des décisions de substitution en fonction de la situation des jeunes concernés.

Pour terminer, nous soulignons l'importance de faire en sorte qu'une coordination et d'une coopération sans faille règnent entre le Gouvernement iraquien et l'Équipe d'enquêteurs, que la souveraineté de l'Iraq et la compétence de son pouvoir judiciaire soient pleinement respectées, et que les éléments de preuve servent à compléter les enquêtes menées par les autorités irakiennes compétentes sur les crimes commis par l'EIIL. Ces éléments de preuve doivent être utilisés dans le cadre de procédures judiciaires équitables et indépendantes, menées par les tribunaux irakiens compétents. Nous exhortons la communauté internationale à appuyer sans réserve l'Équipe d'enquêteurs et à faire en sorte que les terroristes de Daech/EIIL aient à répondre des crimes contre l'humanité qu'ils ont commis.

La séance est levée à 11 h 45.